

Combattre les intimidateurs : l'appel du peuple pour les droits, la justice et l'action

Partage international n° 453 - Mai 2026

par Pauline Welch

Le mois de mars 2026 a été marqué par de nombreuses manifestations et marches, petites ou grandes, organisées à travers le monde. Toutes dénonçaient l'offensive généralisée dont sont victimes les valeurs progressistes telles que l'égalité des droits, la dignité humaine, l'inclusion, la justice et la paix.

À la lecture de certains rapports, notamment le rapport *V-Dem* sur la démocratie 2026, financé par le Conseil suédois de la recherche et l'Union européenne intitulé « *L'ère démocratique en péril ?* », ces nombreuses manifestations démontrent le bien-fondé d'une résistance active et persistante face à l'érosion systématique de ce que nous appelons la démocratie.

« Pour le citoyen du monde, la démocratie est revenue à son niveau de 1978. Les acquis de la troisième vague de démocratisation, amorcée en 1974 au Portugal sont pour ainsi dire supprimés.

Le niveau de démocratie pour le citoyen moyen en Europe occidentale et en Amérique du Nord est à son plus bas niveau depuis plus de cinquante ans, principalement en raison de l'autocratisation croissante aux États-Unis.

Les États-Unis perdent leur statut de démocratie libérale de longue date, pour la première fois en plus de cinquante ans. »

Journée internationale des femmes 2026

L'impact de la Journée internationale des femmes (JIF) ne se limite pas à une seule journée, mais le 8 mars est l'occasion d'annoncer les thèmes de l'année à venir afin d'encourager la participation. Des événements organisés dans le monde entier célèbrent les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes depuis le début du XXe siècle, mais ils appellent surtout à de plus

grands progrès. Des milliers de personnes à travers le monde s'engagent auprès des communautés, attirant ainsi l'attention des médias sur ces questions et contribuant à les maintenir à l'agenda politique depuis plus d'un siècle.

Cette année, deux thèmes aux accents très différents sont mis en avant.

L'organisation « Journée internationale des femmes » encourage des activités telles que des collectes de fonds pour soutenir les groupes qui œuvrent pour l'égalité des sexes en sensibilisant le public et en « redéfinissant le champ des possibles ». Son thème pour 2026 est « Donner pour recevoir ». Une approche très positive et encourageante, décrite par le site comme mettant l'accent sur « *le pouvoir de la réciprocité et du soutien. Lorsque les individus, les organisations et les communautés font preuve de générosité, les opportunités et le soutien aux femmes se multiplient. Donner n'est pas une soustraction, mais une multiplication intentionnelle. Lorsque les femmes s'épanouissent, nous progressons tous.* »

Cependant, de nombreux militants se demandent ouvertement s'il ne s'agit pas là de simple marketing et d'une exploitation de problèmes qui devraient être traités avec le plus grand sérieux par des actions concrètes, conformément aux objectifs de développement durable de l'Onu en matière d'égalité des sexes d'ici 2030. Une lettre ouverte signée par 900 personnes exige que les propriétaires du site internet divulguent pleinement leur identité, leurs activités et leurs méthodes et, en particulier, fassent preuve de transparence quant à l'utilisation des fonds collectés.

Un article du *Guardian* daté du 15 mars 2026 indique que l'Onu, qui a adopté la Journée internationale des femmes en 1975, a pris ses distances avec cette organisation. Elle a annoncé le thème officiel de cette année : Droits, Justice et Action pour TOUTES les femmes et les filles. Elle appelle à une action accélérée, ceci non sans raison, compte tenu de l'influence croissante du chauvinisme et du fascisme pur et simple, et des effets désastreux des réductions de l'aide ces dernières années, lézant essentiellement les femmes et les enfants.

Comme le déclare l'Onu : « *Aujourd'hui, aucun pays*

n'a comblé les inégalités juridiques entre les hommes et les femmes. À l'heure actuelle, les femmes ne disposent que de 64 % des droits légaux dont bénéficient les hommes dans le monde. Dans les domaines fondamentaux de la vie, tels que le travail, l'argent, la sécurité, la famille, la propriété, la mobilité, les affaires et la retraite, la loi désavantage systématiquement les femmes. » Pire encore : « 54 % des pays ne disposent pas de définition consensuelle du viol. 44 % des pays n'ont pas de lois garantissant l'égalité salariale pour un travail de valeur égale. Près de trois pays sur quatre autorisent encore le mariage d'enfants, ce qui compromet l'enfance, l'éducation et l'avenir des femmes. [...] Dans près de 70 % des pays étudiés, les femmes rencontrent davantage d'obstacles que les hommes pour accéder à la justice. »

« Lorsque la justice fait défaut, déclare Onu Femmes (la plus jeune organisation des Nations unies), ce sont les femmes qui en paient le prix. [...] La justice n'est pas aveugle. Elle protège le pouvoir et continue de discriminer les femmes et les filles. [...] Les droits des femmes ne valent rien si nous ne pouvons pas les défendre. »

Quelques exemples tirés de l'*Associated Press* concernant cette journée illustrent certaines des causes défendues par les femmes :

Au Chili, des dizaines de milliers de femmes ont défilé à Santiago et dans d'autres villes pour revendiquer leurs droits.

Au Brésil, les marches ont mobilisé les foules contre les violences faites aux femmes. Dans les grandes villes espagnoles, des dizaines de milliers de femmes sont descendues dans la rue pour réclamer l'égalité, la fin des violences faites aux femmes, la fin de la guerre au Moyen-Orient et la fin de l'oppression des femmes, notamment en Afghanistan.

A Puyo, en Équateur, des femmes de différents groupes autochtones ont défilé pour dénoncer la dégradation de l'environnement et l'expansion des activités pétrolières et gazières. « Aujourd'hui, il s'agit de dénoncer au monde entier les violations des droits que nous, femmes autochtones, subissons, en particulier les droits se rapportant à la nature », a déclaré Ruth Peñafiel, 59 ans, membre de la communauté Kichwa du nord de l'Amazonie. « Nous voulons vivre dans un environnement sain et en

harmonie avec la forêt. C'est pourquoi nous demandons le respect de la nature et la mise en place de politiques publiques en sa faveur. »

Au Nouveau-Mexique, un rassemblement a eu lieu devant le ranch du financier Jeffrey Epstein, où il aurait abusé sexuellement de mineures et de femmes et en aurait fait le trafic. « Ce week-end, nous agissons car les systèmes qui protègent les agresseurs puissants dans leur propre pays sont également ceux qui perpétuent la violence à l'étranger », a déclaré Rachel O'Leary Carmona, directrice générale de l'organisation *Women's March*, dans un communiqué.

L'ONG *War on Want* a déclaré : « Nous célébrons les puissants mouvements de femmes qui mènent la lutte pour la justice dans le monde entier. Des ouvrières agricoles aux ouvrières du textile, partout les femmes s'organisent pour un monde meilleur et plus juste. »

Au Sri Lanka, les femmes du Mouvement pour la réforme agraire et foncière (*MONLAR*), impulsent la transition vers une agriculture écologique et une réforme agraire afin de protéger les moyens de subsistance et la biodiversité.

En Colombie, des femmes soutenues par *CENSAT Agua Viva* résistent à l'exploitation minière à grande échelle pour défendre leurs territoires, leurs ressources en eau et leurs moyens de subsistance.

Partout dans le monde, les femmes se mobilisent pour leurs droits et élaborent des solutions qui privilégient l'humain et la planète au détriment du profit.

Ces luttes démontrent qu'un autre avenir est possible : un avenir où les systèmes économiques et politiques à l'origine des inégalités, de l'exploitation et du dérèglement climatique sont transformés. Les femmes ouvrent la voie.

Auteur : Pauline Welch, collaboratrice de Share International basée au Royaume-Uni. En tant qu'auteure, elle s'intéresse principalement aux tendances environnementales et politiques.

Thématiques :

Rubrique : ()